

## LOI DE FINANCES 2017

## Baba Ammi défend les choix du gouvernement

**Les débats en plénière sur le projet de loi de finances pour 2017 ont été clôturés hier avec les interventions des chefs des groupes parlementaires et la réponse du ministre des Finances aux préoccupations des intervenants.**

Le ministre des Finances, Hadj Baba Ammi, a défendu hier les choix du gouvernement au titre de la loi de finances pour 2017, soulignant que «la conjoncture économique marquée par la baisse des prix du pétrole a contraint l'exécutif à recourir aux mécanismes dont il dispose pour amortir ce choc externe en rationalisant les dépenses publiques tout en maintenant les transferts sociaux à un niveau acceptable». Il a indiqué que «les mesures prises dans le cadre de cette loi de finances participent à la diversification de l'économie, à la simplification des procédures fiscales, à l'élargissement de l'assiette ainsi que la modernisation des systèmes de contrôle et de lutte contre l'évasion fiscale».

Baba Ammi a expliqué, par ailleurs, que l'adoption d'un prix fiscal du baril à 50 dollars a été dictée par la conjoncture justement : «Nous l'avons établi à ce prix sur la base des prévisions d'économistes experts du domaine. Et, c'est pour permettre à l'Etat de subvenir aux dépenses prévues et absorber le déficit prévisionnel».

Dans ce contexte, il convient

de souligner que les chiffres communiqués par le ministre lui-même dans sa réponse aux députés sur la situation financière du Fonds de régulation des recettes (FRR), créé en 2000 pour abriter l'épargne de l'Etat, renseignent plutôt sur la carence prévisionnelle du gouvernement : «Les prélèvements sur le FRR entre 2000 et 2015 ont atteint 17 775 milliards de DA (154 milliards de dollars environ au taux actuel du change, ndlr), soit 1 185 milliards de DA par an (10 milliards de dollars par an)». En effet, le FRR, créé pour préserver la stabilité du budget de l'Etat en cas de retournement du cycle pétrolier et payer, le cas échéant, les dettes du Trésor public, a été constamment sollicité pour absorber le déficit budgétaire. Au point où l'idée que ce Fonds était un «fonds souverain» s'était ancrée dans l'imaginaire y compris des députés qui n'ont pas manqué d'interpeller le ministre quant à l'opportunité de placer une partie de cette épargne dans des actifs productifs à l'étranger, l'obligeant à faire hier une mise au point pour dire que le FRR n'avait pas vocation pour le faire. C'était, en tout cas, pour absor-



Baba Ammi, ministre des Finances.

ber le déficit budgétaire engendré par les investissements publics dans les infrastructures. Un déficit qui représente 11,6% du PIB en 2016. «Le gouvernement escompte le ramener à 1,9% en 2019», a projeté le ministre des Finances.

Néanmoins, les interventions des chefs des groupes parlementaires résumaient ce qui s'était dit par leurs députés lors des plénières consacrées à cette loi de finances pour 2017. Ceux des partis au pouvoir, le FLN et le RND, ainsi que les indépendants étaient un soutien franc au «programme du Président». Ceux de

l'opposition, le PT et le FFS ainsi que l'Alliance de l'Algérie verte (les islamistes) ont forcé sur le caractère antipopulaire des mesures prises dans le cadre de cette loi de finances. Et si Djemaï a forcé le trait dans ses louanges au Président et sa sagesse en ces temps de vaches maigres, appelant les citoyens à être plus compréhensifs par rapport aux augmentations des taxes, le représentant du groupe du PT, Ramdane Taâzibt (le président du groupe, Djelloul Djoudi, est membre de la commission des finances et ne peut intervenir, Ndlr) a estimé que les mesures

prises dans le cadre de cette loi fragilisent la majorité et consolident la mainmise des oligarques et des prédateurs sur l'économie nationale. Des amendements ont été proposés par les différents groupes parlementaires, soit pour soigner la forme ou pour abroger des mesures jugées impertinentes. «Ils ne risqueront pas de passer l'écueil de la commission des finances», a ironisé Lakhdar Benkhellaf de l'Alliance de l'Algérie verte qui a fait plusieurs mandats parlementaires. Le texte sera voté mardi prochain.

L. H.

## CARRIÈRE SCIENTIFIQUE DES CHERCHEUSES

## «Ce n'est pas facile, mais c'est possible»

L'Université des sciences et de la technologie Houari-Boumediène (USTHB) accueille la deuxième édition du workshop «Gestion de la carrière scientifique des chercheurs femmes» en collaboration avec les universités de l'Oregon et du Connecticut, Etats-Unis.

Naouel Boukir - Alger (Le Soir) - Le réseau américain Coach Program dédié à l'accompagnement des chercheurs et étudiants dans les pays en voie de développement s'est invité hier et aujourd'hui à la Maison des sciences de l'USTHB. P<sup>r</sup> Geri Richmond, chef du département de chimie à l'université d'Oregon, Etats-Unis, et présidente de ce réseau, ainsi que P<sup>r</sup> Nora Rabah, algérienne chef du département de physique à l'université de Connecticut, Etats-Unis, ont été désignées pour cette mission en Algérie. Ce workshop, dédié spécialement à la femme, étudiante et chercheuse, dans son contexte algérien et international global, se veut un échange d'expériences, de connaissances et de savoir-faire. Finalement, «cet évènement qui s'étalera sur deux jours inclut, entre autres, des conférences-formations



et des exercices de simulation», a indiqué P<sup>r</sup> Yasmina Kerboua Ziari, coorganisatrice du workshop.

Les témoignages des femmes présentes, qu'elles soient cadres, entrepreneures, professeures ou chercheuses versent toutes dans le même enseignement «ce n'était pas facile, mais c'est possible». Surtout, que «le statut de la femme s'allie souvent à celui de la maman, ce qui complexifie naturellement le challenge d'une carrière scientifique», a ajouté P<sup>r</sup> Rabah qui a fait une partie de ses études à l'USTHB. «C'est dur mais le résultat vaut les sacrifices consentis car nous devons toutes nous prouver à nous et aux autres

que nous sommes capables d'accomplir nos ambitions et d'avoir un rôle modèle en contribuant à l'économie du pays», a-t-elle ajouté à l'adresse d'une étudiante chercheuse et mère de deux enfants.

Le témoignage d'une ancienne rectrice, sénatrice aujourd'hui, a rassemblé les clés du succès en trois maximes «la confiance en soi, le respect de l'autre et l'amour de ce que l'on fait». En rajoutant que «la valorisation de la pensée positive» est ce qui doit pousser les femmes, chaque jour, vers leur épanouissement, leur accomplissement personnel et professionnel.

N. B.

## CAMPUS DES JEUNES

## MILITANTS DU RCD

## CE WEEK-END

3 conférences  
et 11 ateliers  
au menu

Les 800 jeunes militants du parti attendus demain et après-demain au second campus du RCD auront un agenda relativement chargé avec au programme trois conférences et pas moins de 11 ateliers de formation.

Des conférences et des ateliers qui seront autant d'occasions pour les jeunes militants du parti, qui viendront des quatre coins du pays et de l'émigration pour «débatte autour de problématiques qui mettent au centre une organisation administrative qui implique le citoyen dans la gestion de la cité, la nécessité de changer de paradigmes économiques et de revisiter nos valeurs et repères pour s'insérer, au mieux, dans un monde globalisé et sans cesse changeant», écrit d'ailleurs, le bureau national de la Jeunesse Libre du parti, organisatrice de ce campus, à l'issue de sa dernière réunion en date.

Autant de sujets que Sarrah Larbi, expert judiciaire, Yacine Ould-Moussa, économiste et Mouloud Lounaoui, chercheur et linguiste, auront à aborder dans leurs conférences avant que les nombreux participants ne se répartissent dans pas moins de 11 ateliers qu'animeront des cadres du parti (rédaction P-V, comptes rendus, rapports et communiqués, la communication aux périodes de campagne électorale, laïcité, nouveau code électoral, de l'organique à l'élection, techniques de campagnes électorales, positions marquantes du RCD, transition démocratique en Algérie, gestion des réunions et organisation des meetings et des conférences, code du travail; salaire, et salaires différés et, enfin, la communication audiovisuelle.

M. K.